

VŒU D'URGENCE

Demande de libération de Monsieur Naama ASFARI, ivryen, militant sahraoui des Droits de l'Homme et pour la reconnaissance du peuple sahraoui à l'autodétermination, co-président du CORELSO

LE CONSEIL,

sur la proposition de Madame Chantal Duchène au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :
(par 39 voix pour et 4 abstentions)

Naama ASFARI, ivryen, militant sahraoui des Droits de l'Homme et pour la reconnaissance du peuple sahraoui à l'autodétermination, co-président du Comité pour le Respect des Libertés et des droits de l'Homme au Sahara Occidental (CORELSO), a disparu le 8 novembre, emmené inanimé par les forces de police, après le raid déclenché par les forces marocaines près de El Ayoun, chef-lieu du Sahara occidental.

En effet, lassés par 35 ans d'occupation militaire marocaine, attendant en vain depuis 19 ans que la voie diplomatique les rende maîtres de leur avenir, les Sahraouis des territoires occupés ont décidé ces dernières semaines de dire au monde que cet immobilisme de la communauté internationale leur est devenu insupportable. Aussi ont-ils établi des campements hors des villes pour protester et rendre visibles les discriminations politiques et économiques. Seul le campement de Gdeym Izik près d'El Ayoun a pu s'installer, les autres ayant été empêchés par les autorités marocaines.

C'est précisément lundi 8 novembre, jour de l'ouverture sous l'égide des Nations-Unies de nouveaux pourparlers Maroc - Front Polisario que les forces de répression marocaines se sont lancées à l'attaque d'une population civile désarmée. Le bilan, provisoire mais fiable - 11 morts, 723 blessés et 159 disparus - va s'alourdir puisque les forces armées et de police continuent leurs ratissages dans El Aaiun avec une extrême violence. Cette brutalité est délibérée et tous les témoins ont été écartés : journalistes, avocats, parlementaires, ONG sont interdits d'entrée sur le territoire pour vérifier les chiffres données par les autorités marocaines.

Le conseil municipal d'Ivry sur Seine, réuni le 18 novembre 2010, demande

- l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés
- la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis, et notamment Naama ASFARI
- le libre accès des journalistes et observateurs internationaux
- l'envoi d'une mission internationale d'enquête et de surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental
- l'organisation rapide du référendum d'autodétermination
- que le gouvernement français et le chef de l'Etat, Monsieur Sarkozy, cessent d'apporter leur soutien au régime marocain.

RECU EN PREFECTURE

LE

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 19 NOVEMBRE 2010